

Avenant du 10 janvier 2022
relatif à la rémunération minimale nationale

NOR : ASET2250656M

IDCC : 2683

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

GREPP,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFTC ;

F3C CFDT ;

SNPEP FO,

d'autre part,

Les parties réunies en commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Rémunération minimale nationale

« Annexe 5 Rémunération minimale nationale^[1]

(En euros).

Niveaux de rémunération	Total point de cotation (statut)	Échelon national de rémunération	Rémunération horaire minimale	Rémunération minimale pour le personnel mensualisé (Base 151,67 heures)
Employé				
1	40 à 49	1	10,60	1 607,70
2	50 à 59	2A	10,61	1 609,22
2	60 à 65	2B	10,63	1 612,25
3	66 à 72	3A	10,65	1 615,29
3	73 à 78	3B	10,68	1 619,84

[1] Pour les porteurs, se reporter à l'article « Rémunération » de l'annexe relative aux porteurs de presse.

Niveaux de rémunération	Total point de cotation (statut)	Échelon national de rémunération	Rémunération horaire minimale	Rémunération minimale pour le personnel mensualisé (Base 151,67 heures)
4	79 à 84	4A	11,10	1 683,54
4	85 à 88	4B	11,33	1 718,42
Agent de maîtrise				
5	88 à 99	5A	12,13	1 839,76
5	100 à 110	5B	13,19	2 000,53
6	111 à 123	6A	13,67	2 073,33
6	124 à 132	6B	14,72	2 232,58
Cadre				
7	133 à 149	7A	15,32	2 323,58
7	150 à 166	7B	15,96	2 420,65
8	167 à 200	8	18,22	2 763,43
9	au-delà de 200	9	de gré à gré	

Article 2 | *Entrée en vigueur*

Les dispositions relatives à la rémunération minimale nationale entreront en vigueur de manière rétroactive au 1^{er} janvier 2022 sous réserve de signature du présent avenant, avant le 15 janvier 2022, par au moins une ou plusieurs organisations syndicales représentatives dont le poids reconnu par arrêté de représentativité est d'au moins 30 %.

Article 3 | *Dispositions en faveur des entreprises de moins de cinquante salariés*

Les parties constatent que l'activité de portage de presse est identique et s'exerce dans les mêmes conditions quelle que soit la taille de l'entreprise et décident en conséquence qu'il n'est pas nécessaire de prévoir de disposition spécifique en faveur des entreprises de moins de cinquante salariés.

Fait à Paris, le 10 janvier 2022.

(Suivent les signatures.)